

Art. 5. Le Ministre communautaire de la Culture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 décembre 1987.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Culture,
P. DEWAELE

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F. 88 — 458

3 DECEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon concernant l'octroi d'allocations de solidarité en faveur de locataires de logements gérés par les sociétés immobilières de service public

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 4;
Vu le décret du 23 décembre 1986 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1987, notamment l'article 33.04 de la Section 43 du Titre 1er;
Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne ayant le budget dans ses attributions donné le 3 décembre 1987;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur proposition du Ministre de la Région wallonne pour le Logement et la Tutelle;

Arrête :

Définitions

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre :

Le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions.

2° Société :

La société immobilière de service public agréée par la Société régionale wallonne du Logement et qui fait la demande de l'allocation de solidarité.

3° Locataires à revenus modestes :

Les locataires dont les revenus, avant les abattements visés à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mai 1983 relatif aux locations de logements gérés par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci sont inférieurs au montant de 250 000 F.

4° Coefficient revenu moyen (Crm) :

La moyenne des coefficients de revenus de tous les locataires de la société, déterminés conformément à l'article 6 de l'arrêté susmentionné.

5° Coefficient correcteur (Cc) :

Le coefficient égal à $4 \times (1 - Crm)$.

6° Nombre corrigé de locataires à revenus modestes :

Le nombre de locataires à revenus modestes d'une société multiplié par le coefficient correcteur.

7° Trésorerie :

Le solde du compte courant ordinaire de la société auprès de la Société nationale du Logement diminué du montant des provisions et des garanties locatives et augmenté des placements effectués auprès de tout organisme financier ou de crédit.

8° Prix de revient actualisé du patrimoine :

Le montant total obtenu en additionnant les prix de revient actualisés de tous les logements de la société, déterminés conformément à l'article 2, alinéas 8, 9 et 10 de l'arrêté susmentionné.

9° Coefficient société :

Le coefficient fixé conformément à l'article 5, § 2, de l'arrêté susmentionné.

10° Taux d'occupation :

Le rapport entre le nombre de logements occupés et le nombre total de logements de la société.

11° Loyer réel :

Le prix de revient actualisé du patrimoine de la société multiplié par :

— le coefficient société;

— le coefficient revenu;

— le taux d'occupation.

12° Annuité :

Les sommes remboursables annuellement en application du règlement des avances octroyées par l'organisme de tutelle.

13° Coûts d'exploitation standard :

La somme :

a) des frais de gestion standard : le montant de ces frais par logement est décomposé en frais fixes et en frais proportionnels au pourcentage d'appartements dans le patrimoine de la société;

b) de la dotation standard pour gros entretien;

- c) du coût standard des assurances;
 d) du précompte immobilier frappant tous les logements de la société.
 Le Ministre détermine le montant ou le pourcentage des coûts d'exploitation standard visés aux lettres a), b) et c).

14° Résultat corrigé de la société :

La différence entre le loyer réel, d'une part, et l'annuité et les coûts d'exploitation standard, d'autre part.

§ 2. Les valeurs visées au § 1er, 3° à 6° et 8° à 14°, sont les valeurs constatées au 31 décembre 1986.

La valeur visée au § 1er, 7°, est la valeur calculée sur base du compte courant à la Société nationale du Logement au 1er janvier 1987.

Art. 2. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne, le Ministre peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, une allocation de solidarité aux sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement.

Art. 3. Le montant total des sommes destinées à l'allocation de solidarité est réparti entre les sociétés visées à l'article 2, pour partie, selon la méthode de calcul dite « forfaitaire », conformément aux dispositions des articles 4 et 5 et, pour partie, selon la méthode de calcul dite du « résultat corrigé » conformément aux dispositions des articles 6 et 7.

Le Ministre fixe la part respective du montant total des sommes destinées à l'allocation de solidarité qui sera attribuée selon la méthode forfaitaire, d'une part, et selon la méthode du résultat corrigé, d'autre part.

DE L'ALLOCATION DE SOLIDARITE FIXEE SELON LA METHODE FORFAITAIRE

Art. 4. L'allocation forfaitaire unitaire est obtenue en divisant le montant de l'aide arrêté par le Ministre pour la méthode de calcul forfaitaire, par le nombre corrigé total de locataires à revenus modestes de toutes les sociétés.

Art. 5. L'allocation de solidarité accordée à une société est obtenue en multipliant l'allocation forfaitaire unitaire par le nombre corrigé de ses locataires à revenus modestes.

DE L'ALLOCATION DE SOLIDARITE FIXEE SELON LA METHODE DU RESULTAT CORRIGE

Art. 6. Peut obtenir une allocation calculée selon la méthode du résultat corrigé, la société qui présente un résultat corrigé négatif et un déficit de trésorerie.

Art. 7. § 1. L'allocation est limitée au montant du déficit de trésorerie de la société.

§ 2. Est prise en compte, pour le calcul du montant total de l'allocation octroyée selon la méthode du résultat corrigé, la somme des résultats corrigés négatifs, limités au montant du déficit de trésorerie, de toutes les sociétés.

§ 3. L'allocation octroyée à une société est obtenue en multipliant le montant du résultat corrigé de la société concernée, limité, le cas échéant, au déficit de sa trésorerie, par le rapport entre le montant de l'aide arrêté par le Ministre pour la méthode de calcul du résultat corrigé et la somme des résultats corrigés négatifs, limités au montant du déficit de trésorerie, de toutes les sociétés.

Art. 8. La demande doit être introduite auprès de la Société régionale wallonne du Logement au moyen du formulaire établi par le Ministre.

Elle doit, à peine de nullité, être envoyée, dûment complétée, par lettre recommandée à la poste au plus tard à la date fixée par le Ministre, le cachet de la poste faisant foi de la date de la demande.

Pour l'année 1987, les données comptables fournies par les sociétés, au Ministre, constituent la demande visée à l'alinéa 1er.

Art. 9. Le Ministre arrête le montant et les modalités d'attribution de l'allocation de solidarité.

Art. 10. Entraîne le rejet de la demande, toute déclaration inexacte ou incomplète.

Art. 11. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 décembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
 chargé des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et la Tutelle,

A. DALEM

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 458

3. DEZEMBER 1987. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung von Solidaritätsbeihilfen zugunsten von Mietern der von Immobiliengesellschaften des öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Dezember 1986 zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1987, insbesondere des Artikels 33.04 der Abteilung 43 des Titels I;

Aufgrund des am 3. Dezember 1987 gegebenen Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für das Wohnungswesen und die Aufsicht,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Begriffsbestimmungen :

§ 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlaßes bedeutet :

1° Minister :

Den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört.

2° Gesellschaft :

Die von der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien anerkannte Immobiliengesellschaft des öffentlichen Dienstes, die die Solidaritätsbeihilfe beantragt.

3° Mieter mit geringem Einkommen :

Die Mieter, deren Einkünfte vor der in Artikel 6 des Erlaßes der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Mai 1983 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die Nationale Wohnungsbaugesellschaft oder durch von dieser anerkannte Gesellschaften verwaltet werden vorgesehenen Steuerermässigung weniger als 250 000 F betragen.

4° Durchschnittlicher Einkommenskoeffizient (Crm) :

Den Durchschnitt der gemäß Artikel 6 des vorerwähnten Erlaßes festgelegten Einkommenskoeffizienten sämtlicher Mieter der Gesellschaft.

5° Berichtigungskoeffizient (Cc) :

Den Koeffizienten, der $4 \times (1 - Crm)$ entspricht.

6° Berichtigte Anzahl der Mieter mit geringem Einkommen :

Die Anzahl der Mieter mit geringem Einkommen einer Gesellschaft, multipliziert mit dem Berichtigungskoeffizienten.

7° Kassengeld :

Den Bestand der gewöhnlichen laufenden Rechnung der Gesellschaft bei der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft abzüglich der Mietrückstellungen und -sicherheiten und mit Hinzurechnung der Geldanlagen bei jeglicher Finanz- oder Krediteinrichtung.

8° Angeglichener Gesteigungspreis des Vermögens :

Den Gesamtbetrag, der dadurch berechnet wird, dass die gemäß Artikel 2, Abs. 8, 9 und 10 des vorerwähnten Erlaßes festgelegten angeglichenen Gesteigungspreise aller Wohnungen der Gesellschaft, zusammengerechnet werden.

9° Koeffizient der Gesellschaft :

Der gemäß Artikel 5, § 2, des vorerwähnten Erlaßes festgelegte Umrechnungsfaktor.

10° Besetzungsquote :

Das Verhältnis der besetzten Wohnungen zur gesamten Anzahl der Wohnungen der Gesellschaft.

11° Realmiete :

den mit :

— dem Koeffizienten der Gesellschaft;

— dem Einkommenskoeffizienten;

— der Besetzungsquote,

multiplizierten angeglichenen Gesteigungspreis des Vermögens der Gesellschaft.

12° Jahresbetrag :

Die jedes Jahr in Anwendung der Regelung über die vom Aufsichtsorganismus bewilligten Vorschüsse rückzahlbaren Beträge.

13° Standardbetriebskosten :

Die Summe bestehend aus :

a) den Standardverwaltungskosten : der Betrag dieser Kosten je Wohnung gliedert sich aus festen Aufwendungen und aus Aufwendungen, die im Verhältnis zum Prozentsatz Wohnungen im Vermögen der Gesellschaft stehen;

b) der Standardrückstellung für grosse Instandhaltungsarbeiten;

c) dem Standardpreis der Versicherungen;

d) der Immobiliensteuer auf allen Wohnungen der Gesellschaft.

Der Minister bestimmt die Höhe oder den Prozentsatz der unter Buchstaben a), b) und c) erwähnten Standardbetriebskosten.

14° Berichtigtes Ergebnis der Gesellschaft :

Den Unterschied zwischen der Realmiete einerseits und dem Jahresbetrag und den Standardbetriebskosten andererseits.

§ 2. Die in § 1, Punkte 3 bis 6 und 8 bis 14, erwähnten Werte sind die am 31. Dezember 1986 festgestellten Werte.

Der in § 1, Punkt 7 erwähnte Wert ist der am 1. Januar 1987 aufgrund der laufenden Rechnung bei der S.N.L. berechnete Wert.

Art. 2. Innerhalb der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region ausgewiesenen Haushaltsmittel kann der Minister unter den im vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen den durch die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien anerkannten Gesellschaften eine Solidaritätsbeihilfe gewähren.

Art. 3. Der Gesamtbetrag der für die Solidaritätsbeihilfe bestimmten Summen wird zum Teil nach der sogenannten « pauschalen » Berechnungsmethode, gemäß den Bestimmungen der Artikel 4 und 5, und zum Teil nach der sogenannten Methode des « berichtigten Ergebnisses », gemäß den Bestimmungen der Artikel 6 und 7, unter die in Artikel 2 erwähnten Gesellschaften verteilt.

Der Minister bestimmt den Teil des Gesamtbetrags der für die Solidaritätsbeihilfe bestimmten Summen, der jeweils nach der pauschalen Methoden, einerseits, und nach der Methode des berichtigten Ergebnisses, andererseits, zu verteilen ist.

DIE NACH DER PAUSCHALEN METHODE FESTGELEGTE SOLIDARITÄTSBEIHLIFE

Art. 4. Die einheitliche pauschale Beihilfe wird dadurch berechnet, daß der vom Minister für die pauschale Berechnungsmethode festgelegte Beihilfebetrags durch die berechnete Anzahl der Mieter mit geringem Einkommen aller Gesellschaften geteilt wird.

Art. 5. Die einer Gesellschaft gewährte Solidaritätsbeihilfe wird dadurch berechnet, daß die einheitliche pauschale Beihilfe mit der berechneten Anzahl ihrer Mieter mit geringem Einkommen multipliziert wird.

DIE NACH DER METHODE
DES BERICHTIGTEN ERGEBNISSES FESTGELEGTE SOLIDARITÄTSBEIHLIFE

Art. 6. Die Gesellschaft, die ein negatives berichtigtes Ergebnis und einen Kassenfehlbetrag aufweist, ist zum Erhalt einer nach der Methode des berichtigten Ergebnisses berechneten Beihilfe berechtigt.

Art. 7. § 1. Die Beihilfe wird auf den Kassenfehlbetrag der Gesellschaft begrenzt.

§ 2. Die Summe der auf den Kassenfehlbetrag begrenzten negativen berichtigten Ergebnisse sämtlicher Gesellschaften wird für die Berechnung des gesamten Betrags der nach der Methode des berichtigten Ergebnisses gewährten Beihilfe in Betrag gezogen.

§ 3. Die einer Gesellschaft gewährte Beihilfe wird dadurch berechnet, daß der gegebenenfalls auf den Kassenfehlbetrag begrenzte Betrag des berichtigten Ergebnisses der betreffenden Gesellschaft mit dem Verhältnis des vom Minister für die Methode des berichtigten Ergebnisses festgelegten Beihilfebetrags zur Summe der auf den Kassenfehlbetrag begrenzten negativen berichtigten Ergebnisse sämtlicher Gesellschaften multipliziert wird.

Art. 8. Der Antrag ist bei der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien anhand eines vom Minister festgelegten Vordrucks einzureichen.

Bei Strafe von Nichtigkeit muß er, nachdem er ordnungsgemäß ausgefüllt worden ist, spätestens an dem vom Minister festgelegten Datum per Einschreiben zugeschickt werden, wobei der Poststempel für den Tag der Antragstellung maßgebend ist.

Für das Jahr 1987 bilden die von den Gesellschaften dem Minister übermittelten Buchführungsdaten den in Absatz 1 erwähnten Antrag.

Art. 9. Der Minister bestimmt den Betrag und die Art und Weise der Gewährung der Solidaritätsbeihilfe.

Art. 10. Unrichtige oder unvollständige Angaben ziehen die Streichung des Antrags nach sich.

Art. 11. Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gelten für die von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft anerkannten Gesellschaften bis zum Inkrafttreten des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Aufhebung oder Umstrukturierung bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen.

Art. 12. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 13. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 3. Dezember 1987.

Minister der Wallonischen Region für das Wohnungswesen und die Aufsicht,

A. DALEM

Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 458

3 DECEMBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de toekenning van solidariteitstoelagen ten bate van huurders van woningen
beheerd door de publiekrechtelijke bouwmaatschappijen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot oprichting van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van 23 december 1986 houdende de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1987, inzonderheid op Titel I, Afdeling 43, artikel 33.04;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 3 december 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,

Besluit :

Begripsbepalingen

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Minister :

De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort.

2° Maatschappij :

De door de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting erkende publiekrechtelijke bouwmaatschappij die de solidariteitstoelage vraagt.

3° Huurders met bescheiden inkomens :

De huurders waarvan de inkomens, voor aftrek van de bedragen bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 mei 1983 betreffende de huur van de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of de door haar erkende maatschappijen beheerde woningen, minder dan 250 000 F bedragen.

4° Gemiddelde inkomstencoefficiënt (GIC) :

Het gemiddelde van de inkomstencoefficiënten van alle huurders van de maatschappij bepaald overeenkomstig artikel 6 van bovenvermeld besluit.

5° Correctiecoëfficiënt (CC) :

De coëfficiënt die gelijk is aan : $4 \times (1 - \text{GIC})$:

6° Verbeterd aantal huurders met bescheiden inkomens :

Het aantal huurders met bescheiden inkomens van een maatschappij vermenigvuldigd met de correctiecoëfficiënt.

7° Geldelijke middelen :

Het saldo van de gewone rekening-courant van de maatschappij bij de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting verminderd met het bedrag van de huurvoorzieningen en huurwaarborgen en verhoogd met de bij elke geld- of kredietinstelling belegde geldsommen.

8° Geactualiseerde kostprijs van het patrimonium :

Het totaal bedrag bekomen door optelling van de gactualiseerde kostprijzen van alle woningen van de maatschappij, bepaald overeenkomstig artikel 2, alinea's 8, 9 en 10 van bovenvermeld besluit.

9° Maatschappijcoëfficiënt :

De overeenkomstig artikel 5, § 2, van het bovenvermelde besluit vastgestelde coëfficiënt.

10° Bewoningspercentage :

De verhouding tussen het aantal bewoonde woningen en het totaal aantal woningen van de maatschappij.

11° Werkelijke huurprijs :

De gactualiseerde kostprijs van het patrimonium van de maatschappij vermenigvuldigd met :

— de maatschappijcoëfficiënt;

— de inkomstencoefficiënt;

— het bewoningspercentage.

12° Annuïteit :

De jaarlijks terugbetaalbare bedragen bij toepassing van het reglement inzake de door de toezichtinstelling toegekende voorschotten.

13° Gestandaardiseerde exploitatiekosten :

Het bedrag van :

a) de gestandaardiseerde beheerkosten : het bedrag van die kosten per woning wordt verdeeld in vaste kosten en in kosten die met het percentage appartementen in het patrimonium van de maatschappij evenredig zijn;

b) de gestandaardiseerde dotatie voor groot onderhoud;

c) de gestandaardiseerde kost van de verzekeringen;

d) de onroerende voorheffing die wordt geheven op alle woningen van de maatschappij treft.

De Minister bepaalt het bedrag of het percentage van de in a), b) en c) bedoelde gestandaardiseerde exploitatiekosten.

14° Verbeterd resultaat van de maatschappij :

Het verschil tussen enerzijds de werkelijke huurprijs en anderzijds de annuïteit en de gestandaardiseerde exploitatiekosten.

§ 2. De in § 1, 3° tot 6° en 8° tot 14° bedoelde waarden zijn waarden vastgesteld op 31 december 1986.

Het in § 1, 7°, bedoelde bedrag is de waarde berekend op basis van de rekeningcourant bij de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting op 1 januari 1987.

Art. 2. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest ingeschreven kredieten kan de Minister onder de door dit besluit vastgestelde voorwaarden een solidariteitstoelage toekennen aan de door de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappijen.

Art. 3. Het totaal bedrag van de sommen bestemd voor de solidariteitstoelage wordt verdeeld onder de in artikel 2 bedoelde maatschappijen, gedeeltelijk overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 4 en 5 met inachtneming van de « forfaitair » genoemde berekeningsmethode en gedeeltelijk overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 6 en 7 met inachtneming van de « verbeterd resultaat » genoemde berekeningsmethode.

De Minister bepaalt het respectievelijk deel van het totaal bedrag van de sommen bestemd voor de solidariteitstoelage dat enerzijds overeenkomstig de forfaitaire methode en anderzijds overeenkomstig de methode van het verbeterd resultaat zal worden toegekend.

SOLIDARITEITSTOELAGE VASTGESTELD OVEREENKOMSTIG DE FORFAITAIRE METHODE

Art. 4. De unitaire forfaitaire toelage wordt berekend door het door de Minister voor de forfaitaire berekeningsmethode vastgesteld bedrag van de tegemoetkoming te delen door het verbeterd totaal aantal huurders met bescheiden inkomens van alle maatschappijen.

Art. 5. De aan een maatschappij toegekende solidariteitstoelage wordt berekend door vermenigvuldiging van de unitaire forfaitaire toelage met het verbeterd aantal van haar huurders met bescheiden inkomens.

SOLIDARITEITSTOELAGE VASTGESTELD OVEREENKOMSTIG DE METHODE VAN HET VERBETERD RESULTAAT

Art. 6. Kan een overeenkomstig de methode van het verbeterd resultaat berekende toelage verkrijgen, de maatschappij die een negatief verbeterd resultaat en een geldmiddelen tekort oplevert.

Art. 7. § 1. De toelage wordt beperkt tot het bedrag van de maatschappij.

§ 2. Komt in aanmerking voor de berekening van het totaal bedrag van de toelage toegekend overeenkomstig de methode van het verbeterd resultaat, de som van de negatieve verbeterde resultaten beperkt tot het bedrag van het geldmiddelen tekort van alle maatschappijen.

§ 3. De aan een maatschappij toegekende toelage wordt berekend door het bedrag van het verbeterd resultaat van de betrokken maatschappij, eventueel beperkt tot het geldmiddelen tekort, te vermenigvuldigen met de verhouding tussen het door de Minister voor de berekeningsmethode van het verbeterd resultaat vastgesteld bedrag en de som van de negatieve verbeterde resultaten beperkt tot het bedrag van het geldmiddelen tekort van alle maatschappijen.

Art. 8. De aanvraag moet worden ingediend bij de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting bij middel van het door de Minister opgesteld formulier.

Zij moet, op straffe van nietigheid, ten laatste op de door de Minister vastgestelde datum bij ter post aangetekende brief behoorlijk ingevuld worden overgemaakt, de poststempel geldt als bewijs van de datum van de aanvraag.

Voor het jaar 1987 vormen de door de maatschappijen aan de Minister overgelegde rekenplichtige gegevens de in alinea 1 bedoelde aanvraag.

Art. 9. De Minister stelt het bedrag en de toekenningsmodaliteiten van de solidariteitstoelage vast.

Art. 10. Iedere verkeerde of onvolledige verklaring heeft het verwerpen van de aanvraag tot gevolg.

Art. 11. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappij tot de inwerkingtreding van de wet van 28 december 1984 houdende afschaffing of herstructurering van sommige organismen van openbaar nut.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop hij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 december 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,
A. DALEM

F. 88 — 459

10 DECEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon établissant les conditions d'octroi d'une assistance financière de la Région wallonne et d'élaboration et d'exécution des plans d'assainissement des sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, modifié par le décret du 15 octobre 1986, notamment les articles 2, 7, 13 et 37;

Vu le décret du 9 novembre 1987 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1988, notamment l'article 33.05;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1987 établissant les conditions d'agrément, les règles de gestion et les modalités de contrôle des sociétés immobilières de service public, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne ayant le budget dans ses attributions, donné le 26 novembre 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne pour le Logement et la Tutelle,

Arrête :

Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° La Société régionale : la Société régionale wallonne du Logement.

2° La Société : une société immobilière de service public agréée par la Société régionale et dont le déficit en compte courant ordinaire au 1er janvier 1987 est supérieur à 25 millions ou dont le déficit par logement est supérieur à 25 000 F et qui en 1986 a augmenté son déficit en compte courant.

3° Le Comité : le Comité Directeur de coordination des plans d'assainissement.

Ce comité est composé de :

— un représentant du Ministre, qui préside le comité;

— un agent de l'Inspection générale du Logement;

— trois agents de la Société régionale.

Le Ministre détermine les modalités de désignation des membres et les modalités de fonctionnement du Comité.

4° Le Code de gestion : le Code de gestion des Sociétés agréées par la Société régionale annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1987 établissant les conditions d'agrément, les règles de gestion et les modalités de contrôle des sociétés immobilières de service public.

5° Les indicateurs de gestion : les indicateurs de gestion annexés au Code de gestion;

6° Le Ministre : le Ministre qui a le logement dans ses attributions.

Principe

Art. 2. La Société est tenue d'adopter un plan d'assainissement relatif à son organisation et à sa situation financière et bénéficie d'une assistance financière dans la limite des crédits budgétaires et aux conditions déterminées par le présent arrêté.